



La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT

Tél 03 85 57 35 15 - Mail nd71@cgt.fr - Site : <https://www.nd71.cgt.fr>

Agenda 2022

Commission Exécutive UD

- Lundi 13 juin
- Lundi 11 juillet
- Lundi 12 septembre
- Lundi 10 octobre
- Lundi 14 novembre
- Lundi 12 décembre

Journée d'été sur le thème « Protection Sociale »

mardi 5 juillet 2022

**Salle du Morambeau au
Breuil**



**Assemblée Générale de
l'Union Départementale**

jeudi 8 septembre 2022

**Salle Saint Exupéry (à côté
de l'UD) au Creusot**

Les 1^{er} mai 2022 en Saône et Loire...

AUTUN: Faible mobilisation syndicale pour le 1^{er} mai

A l'appel de l'Union Locale CGT d'Autun, les travailleurs étaient invités à se rassembler ce dimanche matin 1^{er} mai devant l'Hôtel de Ville d'Autun. Et force est de constater que cet appel n'a pas forcément trouvé écho puisqu'une trentaine de personnes était présente devant la mairie.

En l'absence de Rémi Fonvieille, secrétaire de l'UL autunoise du syndicat, c'est Marc Sant qui a relayé le message de l'Union Départementale. Un message dans lequel la CGT réaffirme son opposition à toute forme de guerre à l'image de la « dramatique agression en Ukraine ». En ce concerne la France, le syndicat dénonce « les conditions de vie des salariés à qui ont voulu faire payer la crise sanitaire ». Et d'exhorter de remettre la vie chère au centre des débats.

Au micro -et toujours au nom de l'Union Départemental de la CGT, Marc Sant a défendu le maintien de tous les régimes spéciaux et redit l'opposition de son syndicat à tout recul de l'âge de la retraite tout en portant le niveau des pensions au niveau du SMIC.

A l'issue de cette prise de parole, les participants se sont retrouvés à la Maison des syndicats pour un apéritif fraternel. Un moment convivial où Joël Galice et Michel Peronnet ont reçu une médaille pour 50 ans de syndicalisme actif. Dans l'après-midi, le film du député insoumis François Ruffin « Debout les femmes ».



CHALON/SAONE: rassemblement du 1^{er} avec 230 personnes présentes à l'appel de la CGT et l'intersyndicale



Ce sont 230 personnes qui se sont mobilisées pour le rassemblement de ce dimanche matin, jour de 1er Mai, place de Beaune à Chalon-sur-Saône organisé à l'appel de l'organisation syndicale de la CGT et suivi par l'intersyndicale, FSU, Solidarité, L'Union Populaire, CNT (confédération National des Travailleurs), N.P.A (Nouveau Parti Anticapitaliste), Ligue des Droit de l'homme... et la présence des partis politiques de la France Insoumise, Ecologie les Verts...

LE CREUSOT: la fête des travailleurs est de retour au Morambeau

Organisée par la CGT, elle a lieu ce dimanche 1er mai jusqu'à 19 heures.

Après deux ans de disette pour cause de crise sanitaire, la traditionnelle fête du 1er mai organisée par la CGT reprend du service. Comme nous l'explique Patrick Martin, secrétaire de l'union locale CGT Le Creusot - Montchanin "On a été deux ans sans fête du 1er mai. Cette année, on est enfin de retour, on a relancé la fête des travailleurs. Il ne faut pas oublier que ce jour du 1er mai, c'est une fête internationale de lutte. Mais la CGT réaffirme son opposition à toute forme de guerre, dont elle constate que ce sont toujours les travailleurs qui en paient le prix fort."



Des stands sont présents (Femmes solidaires, France Amérique latine, Touristra, stand politique) ainsi qu'une pêche à la ligne et des structures gonflables pour les enfants. Un concours de pétanque est également organisé, et une buvette permet aux visiteurs de se désaltérer. L'ambiance musicale est assurée par le groupe "Capot désastre". Mais si cette journée se veut festive, elle est également syndicale et des prises de paroles auront lieu à 16 heures. Elles porteront à n'en pas douter sur les conditions des travailleurs et la politique du Président de la République

MACON: un 1^{er} mai d'un entre-deux d'élections

Le soleil radieux a réuni quelque 250 personnes aux comptages des syndicalistes, mais aussi de la police nationale et de citoyens. Soleil de printemps, muguet au revers des vestes ou des chemises, le cortège s'est mis en route après les prises de parole des délégués syndicaux dont émilie Quandalle, secrétaire de l'Union locale CGT.

Un discours placé sous le signe de la vie de plus en plus chère, de l'augmentation des salaires, de la réforme des retraites, des indemnités chômage et des tensions internationales. « En cette journée internationale des droits des travailleuses et des travailleurs la CGT réaffirme son opposition à toute forme de guerre dont elle constate que ce sont toujours les travailleurs qui en payent le prix fort.

Hier en Irak, en Libye, au Mali, en Syrie mais aussi au Yémen et en Éthiopie comme aujourd'hui avec la dramatique agression en Ukraine. Quelle que soit la couleur des avions et des chars ils tirent sur des populations innocentes, sur les enfants et sur les travailleuses et travailleurs. Les réfugiés, d'où qu'ils viennent, doivent être accueillis dignement et sans discrimination...



En France les menaces les plus lourdes pèsent sur les conditions de vie des salariés à qui on veut faire payer les effets conjugués de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine...

Plus que jamais nous réaffirmons notre attachement aux valeurs républicaines, à la solidarité ouvrière, au refus du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, des slogans qui font de l'étranger, du migrant, du travailleur privé d'emploi le bouc émissaire, faute d'apporter des réponses de justice sur le terrain social et économique »

Et bien-sûr la question qui était sur toutes les lèvres des syndicalistes d'active ou retraités

du mâconnais : « les syndicats vont-ils devoir quitter la maison qui porte leur nom ? »

Tour du centre-ville avec le traditionnel passage sous les fenêtres de la permanence du député, ce défilé du 1^{er} mai d'entre-deux élections s'est déroulé dans une ambiance bon enfant avant de se terminer par un apéro convivial et chaleureux.

MONTCEAU LES MINES: la CGT reprend des couleurs

Le temps change vite, très vite. A peine Emmanuel Macron reconduit dans ses fonctions de chef de l'Etat que les syndicats et en premier lieu la CGT, tirent déjà le signal d'alarme. Certes, il ne fallait pas donner le pouvoir à l'extrême droite mais « que Macron sache que les revendications exprimées dans les urnes demeurent » lance Robert Wattebled, secrétaire général de l'union local CGT au kiosque près de la mairie à Montceau-les-Mines.

Devant lui, des communistes, des Insoumis l'écoutent et partagent les revendications : le pouvoir d'achat, la santé mais pas l'allongement de la retraite. Macron est déjà dans les cordes. « Il n'aura pas d'état de grâce, les travailleuses et les travailleurs ne se soumettront pas à ce deuxième quinquennat » relance Robert Wattebled. Il ajoute encore pour bien marquer son territoire : « Ce 1er mai, il est à nous et surtout pas à madame le maire, qu'elle s'occupe de ce qui la regarde ».



Le 1er mai à Montceau-les-Mines est toujours fêté sur un ton particulier avec d'un côté la CGT, de l'autre la municipalité. A chacun son dépôt de gerbe au monument des mineurs.

5 mai 2022

HOPITAL DE MACON: « Besoin urgent d'ASH » alertent la CGT et la CFDT

Communiqué de la CGT et de la CFDT :

Depuis quelques mois, le Centre Hospitalier de Mâcon peine à recruter toutes catégories professionnelles. Nous avons un besoin urgent d'agents de service hospitalier, poste accessible sans diplôme, la formation est assurée en interne. Certaines qualités sont néanmoins nécessaires : empathie, rigueur, qualité relationnelle, respect des protocoles et du secret professionnel et aptitude pour le travail en équipe.

Ces agents de service sont en proche contact avec les malades, leur apportent empathie, écoute, renseignements et réconfort. Une évolution de carrière est possible avec des formations internes.

Aujourd'hui, les syndicats CGT et CFDT du Centre Hospitalier de Mâcon ont posé un droit d'alerte au sujet du manque d'ASH. Ils attendent la tenue d'un CHSCT exceptionnel ainsi qu'une enquête sur les conditions de travail de ces employés.

Si vous êtes à la recherche d'un emploi, envoyez vos candidatures et CV aux syndicats CGT et CFDT de l'hôpital de Mâcon qui s'engagent à les présenter à la Direction des Ressources Humaines.

19 mai 2022

TOURNUS : Les guichetières de la Poste à nouveau en grève



Ce jeudi, les guichetières de la Poste du secteur Tournus étaient en grève pour dénoncer l'accroissement de leur charge de travail et le manque de moyens humains. La situation n'est pas nouvelle, puisqu'elles avaient déjà planté le piquet de grève cinq fois en 2021 pour les mêmes revendications : « Aujourd'hui nous sommes huit pour gérer tout le secteur qui comprend les agences de Tournus, Saint-Gengoux-le-National, Lugny, Cuisery et Romenay. L'un de nos collègues est décédé récemment et il n'a pas été remplacé. La direction nous dit que nous sommes déjà trop nombreux pour assurer notre fonction face à la diminution du trafic courrier, mais en réalité notre charge de travail ne cesse d'augmenter car le courrier ne représente qu'une partie de notre activité.

Nous devons gérer la banque, l'assurance et la téléphonie. Et pour cela, nous n'avons ni le grade, ni le salaire dévolus à ces fonctions. » Le mouvement est soutenu par les syndicats CGT et Sud.

• La direction de la Poste Grand Public et Numérique Bourgogne répond

« Nous souhaitons consolider l'organisation mise en place pour combler le poste vacant depuis décembre au sein du bureau de Tournus dans un contexte de période estivale. La Poste a dès la semaine dernière fait une demande de recrutement d'un intérimaire qui sera préalablement formé pour assurer le travail du poste en recherche de comblement interne. Ce poste a été jusque-là assuré par un chargé de clientèle remplaçant mutualisé que la direction veut pouvoir rendre disponible pour des remplacements au cas par cas et en fonction des priorités sur l'ensemble des secteurs postaux dont il dépend. Il reste le chargé de clientèle remplaçant attribué au secteur postal de Tournus reste quant à lui sur place pour les remplacements sur ce secteur. Il n'y a pas de menace sur l'emploi concernant des bureaux de poste du secteur postal rattaché au bureau de poste de Tournus. »

22 mai 2022

MACON: Difficultés de recrutement à l'hôpital, l'alerte des syndicats

Si la difficulté n'est pas propre à Mâcon, les problèmes de recrutement à l'hôpital sont bien réels. Deux des syndicats ont déposé un droit d'alerte pour tirer la sonnette d'alarme sur le manque d'agents de service hospitalier. Ils lancent un appel aux candidatures notamment pour cet été.

Ce n'est pas la première fois que les syndicats se mobilisent pour évoquer le manque de personnel à l'hôpital. Début mai, la CGT et la CFDT ont à nouveau déposé un droit d'alerte auprès de la direction. Une réunion entre les deux parties s'est tenue le 12 mai pour aborder le sujet.

« Depuis quelques mois, l'hôpital de Mâcon peine à recruter toutes catégories professionnelles, développent les syndicats. À l'heure actuelle, nous avons un besoin urgent d'agents de service hospitalier (ASH), poste accessible sans diplôme, la formation étant assurée en interne. » Ces employés clefs assurent, comme tâche principale, du bio-nettoyage dans les chambres des patients « en respectant le protocole d'hygiène du milieu hospitalier ».

Le constat dressé par les délégués du personnel est partagé par la direction, mais tempéré.

« On ne peut pas dire que nous n'arrivons pas à recruter, détaille la directrice des ressources humaines, Laure Perdrix. Nous recrutons mais ce n'est pas suffisant. » L'an passé, les infirmiers sortis des effectifs ont tous été remplacés par des arrivées. Preuve que l'établissement mâconnais est attractif.

« Les difficultés de recrutement ne sont pas propres à Mâcon. Depuis quelque temps, nous avons pris des mesures pour tenter d'y répondre », ajoute la DRH. Le réseau de diffusion des annonces d'emploi a été élargi à des sites moins spécialisés, comme Indeed , ou encore sur les réseaux sociaux.

« Nous essayons d'avoir une démarche innovante en réalisant par exemple des vidéos liées au poste. » Cette diffusion plus large a amené plus de candidats, mais ça ne se solde pas forcément par des embauches. « Pour les ASH, nous avons beaucoup d'entretiens pour peu de résultats, concède la DRH. Même si la fonction est accessible sans formation, il faut quand même des compétences comme le sens du relationnel ou encore l'aptitude au travail en équipe. »

• Un absentéisme plus marqué qu'avant le Covid

Autre paramètre à prendre en compte : la hausse de l'absentéisme depuis les années Covid.

« Nous avons connu un début d'année compliqué avec un taux d'absentéisme jamais atteint parmi les agents , entre les contaminations, les gardes d'enfant et les cas contact. Tout était coincé de partout », explique Laure Perdrix. Mais aujourd'hui, la directrice souligne que l'absentéisme du personnel reste « plus marqué » qu'avant le Covid. « Nous avons régulièrement besoin de monde, plus qu'avant pour des remplacements d'arrêt maladie. Parfois le recours à l'intérim n'est pas suffisant. »

Les syndicats aimeraient éviter qu'une ASH se retrouve seule en poste pour tout un service. Ils ont demandé qu'une enquête soit réalisée sur ces employés. La direction assure tout mettre en œuvre pour résoudre ces difficultés.

25 mai 2022

SAINT MARTIN BELLE ROCHE: Eurosérum : et la lutte s'amplifie

En février dernier qui aurait pu prétendre que les salariés d'Eurosérum en seraient à se lancer dans une grève reconductible à la semaine, depuis début mai.

Il faut l'admettre, l'annonce de la fermeture du site subi en début d'année et entraînant la destruction de 119 emplois, sans compter les temps partiels, intérimaires et les répercussions sur les emplois collatéraux (sous-traitants, commerces, écoles ...) avait fait l'effet d'une véritable bombe. De multiples actions ont depuis été lancées au sein du personnel de l'entreprise en dehors du schéma classique, assemblées générales, tractages, rencontres syndicales, rencontres avec les instances administratives locales et départementales, manifestations lors du salon de l'agriculture de Paris, réunion avec la direction du Groupe...

La clôture le long de l'ancienne Nationale 6 recouverte de banderoles, de poupées symbolisant les 119 laissés pour compte de tout compte à brève échéance, d'une fresque « street art » réalisée gracieusement par un artiste local, s'ajoutant à cela la création d'une association pour récolter des fonds d'aides sociales et des œuvres artistiques offertes par des peintres, des photographes et autres artistes en vue d'une vente aux enchères en septembre ou octobre prochain et, dernière en date, la réalisation d'un clip vidéo qui vient d'être tourné et qui sera dévoilé en juin... Que d'actions de longue haleine qui ont amené les salariés à se lancer dans un mouvement de grève depuis le 5 mai, mouvement discret au départ car en pleine continuité des actions syndicales officielles, des réunions du personnel avec la direction générale de Paris, le Groupe SODIAAL, la plus grande Coopérative Laitière Française.



« Encore une fois ces 119 salariés et leurs familles vont servir de variables d'ajustement pour que SODIAAL, aidé pour l'occasion du fameux cabinet MC KINSEY, réalise son projet d'adaptation de son parc industriel ! Elle, SODIAAL, qui prône, en vitrine, les valeurs humaines et sa responsabilité sociétale ! » disent amèrement les responsables CGT.

Il aura fallu une réunion de négociation le 4 mai dernier pour se rendre compte qu'aucune proposition de la direction n'allait dans le sens des revendications collectives. Ainsi, l'assemblée générale dès le lendemain sur le site de Saint-Martin-Belle-Roche votait le début de la grève après des mois de relatif calme dans une continuité du travail quotidien et même des acceptations d'heures supplémentaires suivant le flux des arrivées des denrées et des commandes engagées.

Un sentiment de ras-le-bol des salariés...

Le silence de la direction après la décision du mouvement de grève, l'échec d'une réunion à Paris pour débloquer la situation, le sentiment d'absence complète d'entente possible entraînent un sentiment de ras-le-bol des salariés qui ressentent une amertume grandissante.

« Les services de l'État, de la DDETS, de la Préfecture, l'expert mandaté par les syndicats, le député et les maires des communes alentours semblent eux-mêmes démontés face à une direction de SODIAAL qui ne veut rien entendre et semblent se blinder pour éviter d'autres PSE à l'avenir. Il faut bien comprendre qu'avec l'autre site Euroserum en France (Campbon en Loire-Atlantique) ce sont 316 licenciés qui sont impactés par le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) actuel. Le site de Quimper entame en ce moment un débrayage face à l'absence complète de visibilité, les employés n'ont plus rien à perdre et une grande solidarité entre eux va jusqu'à étonner dans le bon sens des responsables d'entreprises.

Alors qu'une crise alimentaire internationale pointe à l'horizon, malnutrition, famine, avec les changements climatiques et la guerre en Ukraine des produits alimentaires sont jetés en ce moment sur les sites d'Euroserum et vont en méthanisation. Pour la nutrition infantile, Euroserum propose pourtant une gamme complète d'ingrédients laitiers, adaptée à la majorité des laits infantiles nécessaires dans les premiers âges. Pays en état de guerre, pays sous-développés, pays en crises financières, tous ont besoin de productions d'ingrédients laitiers, même (et c'est peu dire) les Etats-Unis en manque de lait actuellement et qui font appel au monde entier pour leur en fournir en quantité industrielle. » Des propos recueillis des délégués syndicaux sur le site.

La CGT Euroserum appelle l'ensemble des habitants de notre région ainsi que les élus locaux à les soutenir dans leur lutte pour le maintien de leur site.

CHALON/SAONE: Les oubliés du Ségur en ont marre de « l'enfumage »

Depuis plus de 20 ans, les salariés du secteur social et médico-social du privé n'ont fait que perdre du pouvoir d'achat (estimé à plus de 30%) du fait de la non-revalorisation des salaires. En dépit des annonces, tous n'ont pas reçu la prime de revalorisation de 183 euros nets par mois accordée par le Ségur de la santé de juillet 2020. Pour ceux du privé, l'enfumage continue. Plus de détails avec Info Chalon.

Contrairement à leurs homologues du secteur public, tous les personnels du secteur social et du médico-social n'ont pas reçu cette prime de revalorisation dans le privé.

«Le gouvernement se rappelle que nous sommes électeurs et met en place une prime et non pas une revalorisation salariale comme il le dit. Nous, nous demandons une véritable revalorisation salariale de 300 euros pour toutes les catégories du social et du médico-social», nous explique **Céline Cuenot**, déléguée syndicale CGT de la Sauvegarde 71.

Pour la CGT Action Sociale, ce deux poids, deux mesures entre les salariés du public et du privé creuse un peu des disparités que d'aucuns jugent dommageables voire destructrices pour le privé.

Cette prime de 183 euros ne s'adresse pas à tous les professionnels du secteur et exclue encore les assistantes familiales, les personnels administratifs, les personnels techniques, les services généraux, enseignants, etc.

Pour Céline, cette prime ne correspond même pas au rattrapage de la perte du pouvoir d'achat des salariés du secteur.

«Ne nous trompons pas... la CGT revendique avant tout une revalorisation des salaires de 300 euros nets et pas une prime temporaire !», ajoute la déléguée syndicale.

La mise en œuvre de ce qui est considérée par le syndicat ni plus ni moins comme *«une revalorisation en trompe-l'œil, une prime conditionnée à de nombreux préalables, notamment celui d'être à 50% dans l'accompagnement socio-éducatif, et soumise au bon vouloir des financeurs»*.

Pointant lui aussi du doigt «la casse de la convention collective», **Martial Petit**, délégué syndical de l'AMEC et membre de l'US Santé CGT, dénonce les syndicats patronaux.

Il nous rappelle que dans les professions de petites mains, les salaires sont souvent inférieurs au SMIC et que cette mise en concurrence *«sciemment orchestrée»* va décimer les rangs du privé.

«Nous avons déjà une attractivité faible mais si rien est fait, plus personne ne travaillera dans le privé», prévient **Franck Bazin**, délégué syndical de la Mutualité Française.

Pour mémoire, la CGT, FO et Sud refusent les conditions de paupérisation que leur impose la Nexem, la principale organisation professionnelle des employeurs associatifs du secteur social, médico-social et sanitaire.

À noter que **les salariés évoluant dans le secteur social, médico-social et sanitaire représentent 1,7 millions de personnes.**



Et au-delà de ces annonces, l'ensemble des professionnels partout sur le territoire continuent de dénoncer des conditions de travail dégradées, les mettant à mal et ayant un fort impact sur la population.

La preuve par l'exemple, l'AMEC avait une psychologue au niveau de l'hébergement et de l'ESAT qui voulait augmenter son temps de travail. Faute de réponse, celle-ci s'en est allé aux PEP 71.

Conséquences de son départ : une surcharge de travail supplémentaire pour les salariés de l'IME entraînant un inconfort de travail, un mal-être et une dégradation significative des conditions de travail.

Le secteur privé fait face à une crise des vocations. Une situation qui pousse certains employeurs à avoir recours à des retraités comme cuisinier à la Mutualité Française, des veilleurs de nuit à l'AMEC, une infirmière et un éducateur spécialisé pour la Sauvegarde 71.

«Une des clés de la réussite, c'est la stabilité», précise Franck Bazin.

Pour la CGT Action Sociale, le secteur social et médico-social ne doit plus souffrir davantage du manque d'attractivité volontairement entretenu, des suppressions de postes et des fermetures de dispositifs d'accueil et d'accompagnement.

«Nous interpellons nos employeurs ainsi que le gouvernement et exigeons une revalorisation immédiate et significative des salaires sans contrepartie, des recrutements massifs et pérennes dans l'ensemble des services et un accès universel aux droits fondamentaux pour les publics accueillis», ajoute Céline Cuénot.

L'UL de la CGT tiendra son congrès annuel le jeudi 2 et vendredi 3 juin 2022 à la Maison des Syndicats de Chalon-sur-Saône.



Formations syndicales départementales 2022

Du 26 au 30 septembre
Formation CSE au Creusot

Du 10 au 14 octobre
Formation de formateurs
au Creusot

Du 17 au 21 octobre
Formation Conseiller du salarié
au Creusot

Du 21 au 25 novembre
Formation CSE au Creusot

Du 19 au 23 décembre
Formation Niveau 2 1^{ère} partie
au Creusot